Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 121 (1976)

Heft: 2

Artikel: Entre la guerre et la paix : quelques notes sur le symposium stratégique de Jérusalem

Autor: Halpérin, Daniel M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344003

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Entre la guerre et la paix

Quelques notes sur le symposium stratégique de Jérusalem

par M. Daniel Halpérin

« L'armée israélienne, surprise, a livré une guerre confuse et totalement improvisée. »

C'est en ces termes que Haïm Bar-Lev, ancien chef de l'état-major israélien, aujourd'hui ministre du commerce et de l'industrie, a résumé, deux ans après, la guerre de Kippour.

Le général Bar-Lev s'adressait au Symposium international sur les aspects militaires du conflit israélo-arabe réuni du 12 au 17 octobre dernier à Jérusalem.

Plusieurs centaines de correspondants militaires, de colonels et de généraux ainsi que bon nombre de marchands de canons, venus d'une trentaine de pays, participaient à ce tour d'horizon moyen-oriental guidé par de hautes personnalités militaires, politiques et académiques israéliennes et étrangères.

« La surprise, poursuit le général Bar-Lev, s'est manifestée à tous les niveaux: stratégique, opérationnel et tactique. » Elle fut le résultat d'une mauvaise analyse des intentions de l'ennemi; en effet, les services de renseignement de l'armée israélienne étaient, à la veille de la guerre, en possession de nombreuses informations relatives aux mouvements de troupes égyptiennes et syriennes. Mais une interprétation trop optimiste de ces données conduisit à l'attente quasi passive du déclenchement des opérations par les armées arabes.

En revanche, la conception selon laquelle les revers essuyés par l'armée israélienne au début de la guerre de Kippour doivent être attribués à une pensée militaire fossilisée et à un malaise social profond est vivement rejetée par le général Bar-Lev qui souligne que — passé le premier moment de surprise — l'armée israélienne a repris l'initiative du combat pour obtenir finalement, sur le plan purement militaire, une victoire indiscutable qui confirmait sa qualité et celle de son commandement.

La guerre des généraux

S'il avait été là, le général Ariel Sharon aurait sans aucun doute contesté une telle déclaration. Figure héroïque de la guerre d'octobre 1973 (c'est lui qui, franchissant le canal de Suez avec sa division blindée le 16 octobre [1], coupa les communications entre la deuxième et la troisième armée égyptienne, modifiant ainsi du tout au tout le cours de la guerre), « Arik » Sharon s'était heurté pendant toute la durée des combats à l'inébranlable fermeté d'un état-major dont les vues divergeaient des siennes et qui, à trois reprises, s'était opposé à ses plans de contre-attaque. Une virulente polémique avait alors surgi au lendemain de la guerre et bien vite dégénéré en ce qu'il fut convenu d'appeler la « guerre des généraux ». Sharon reprocha à l'état-major son indigence intellectuelle et son incapacité stratégique, ce qui lui valut d'être aussitôt accusé d'insubordination.

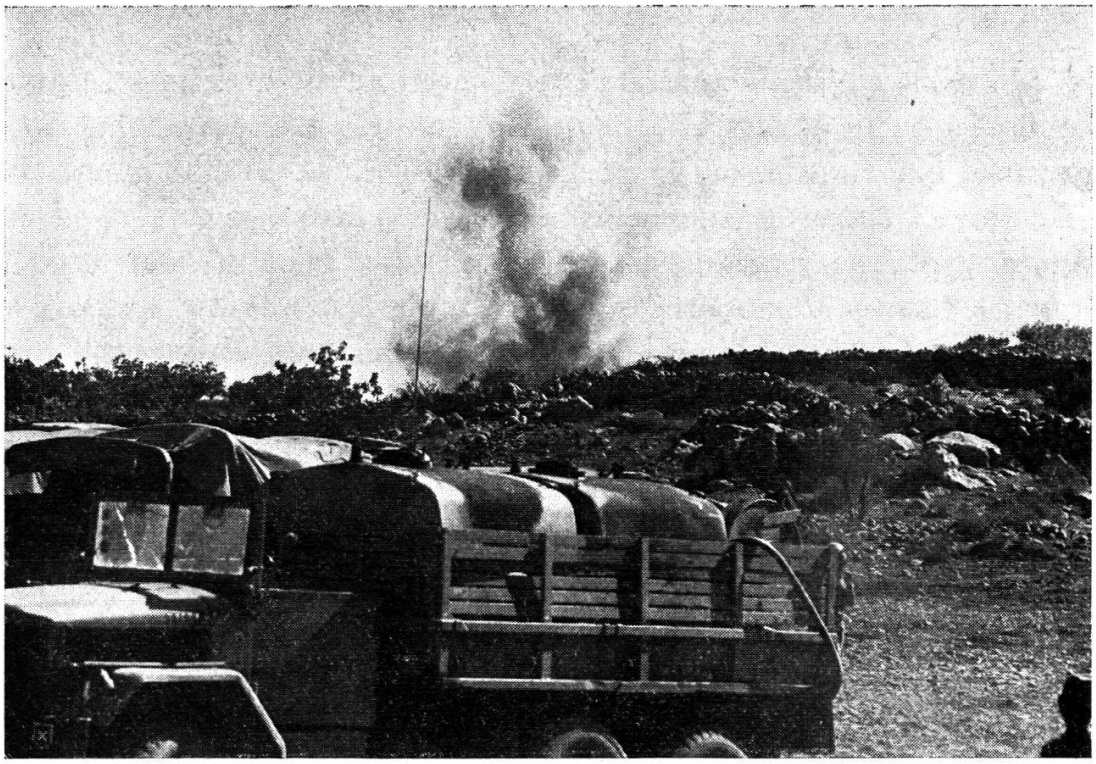
Or, cette guerre des généraux, quelque peu apaisée ces derniers mois, Sharon n'a pas voulu la relancer dans l'arène d'un symposium international. Attendu à la tribune, en compagnie d'autres officiers de la guerre de Kippour, pour y dresser un bilan, il a préféré éviter l'affrontement direct et s'est désisté à la dernière minute.

Ce refus n'était d'ailleurs que tactique puisque Ariel Sharon avait fait distribuer le résumé de son discours quelques jours auparavant. Ses vues sur les dirigeants de l'armée y ressortaient clairement: louant la qualité des jeunes officiers israéliens et leur rôle décisif dans la direction des combats, Sharon écrivait: « Un tel commandement ne remplace évidemment pas une direction politique et stratégique. Mais quand la direction de la guerre est défectueuse ou qu'elle n'existe pas au niveau stratégique, alors ce commandement — sur les plans tactique et opérationnel — est beaucoup plus décisif. »

Aviation et marine

Sharon absent, c'est son principal adversaire, David Elazar, chef d'état-major pendant la guerre de Kippour, qui eût pu tenir la vedette. Ecarté de l'état-major à la suite du fameux rapport de la Commission Agranath qui faisait peser sur lui certains reproches de mauvaise prépa-

[1] Le prix de cette opération fut de 2000 morts et blessés dans les rangs israéliens.



Tir d'artillerie sur le front syrien.

ration à la guerre, Elazar devait s'exprimer en public pour la première fois depuis la guerre de Kippour.

On s'attendait à des révélations: il n'y eut pas l'ombre d'une. On espérait des jugements politiques: ils furent soigneusement évités. On se préparait à recevoir quelques leçons originales tirées des expériences de la guerre: ce ne furent que des redites déjà évoquées dans les causeries d'autres orateurs, à commencer par le général Benyamin Peled, chef de l'armée de l'air israélienne.

Sérieux dans son discours, rigoureux dans sa logique et nuancé dans sa pensée, tel nous est apparu le général Peled en qui l'armée israélienne doit probablement trouver l'un de ses cerveaux les plus brillants.

Analysant le début de la guerre de Kippour, Peled releva que les « pires scénarios préparés par l'armée avant la guerre s'étaient avérés très éloignés de la réalité; ce qui est arrivé le 6 octobre 1973 fut bien pire que tout ce que nous avions pu imaginer... ».

Le rôle de l'armée de l'air fut vital tant sur le Golan que dans le Sinaï et ce, en dépit d'une défense antiaérienne adverse très poussée.

C'est en effet par l'aviation seule, à un moment où il n'y avait pas de force terrestre israélienne capable d'intervenir efficacement, que la pénétration syrienne, très avancée sur les flancs du Golan, fut stoppée le 7 octobre 1973. Au sud, l'aviation limita la traversée des Egyptiens en détruisant l'une après l'autre les têtes de pont lancées sur le canal de Suez. Le dernier de ces ponts fut détruit le 8 octobre, soit le troisième jour de la guerre; par la suite, quatre ponts furent remplacés par les Egyptiens mais ne purent être utilisés que de nuit.

L'emploi de missiles en tout genre est connu; des tanks et des avions israéliens en ont fait l'expérience par dizaines. C'est pourquoi l'aviation essaya de réduire au silence les batteries de missiles anti-aériens (SAM) situées le long du canal de Suez. Sur 62 bases, 56 furent détruites entre le 7 et le 22 octobre, dont 42 par voie aérienne.

Cette destruction massive d'un équipement ultra-sophistiqué ainsi que le développement d'armes nouvelles capables, avec une très grande précision, de toucher des installations de missiles (et sur lesquelles aucun détail n'a filtré tout au long des débats), rendent l'emploi généralisé d'armes téléguidées — au cours d'une nouvelle guerre — fortement improbable. Le coût d'une guerre de missiles serait démesuré de même que la quantité de personnel hautement qualifié qu'elle requerrait; déjà en 1973, l'Egypte employait pour sa seule défense antiaérienne plus de 200 000 personnes spécialisées.

Dans le même ordre de pensée, « Dado » Elazar ainsi que d'autres experts militaires ont également prédit que, dans le cadre d'un nouvel affrontement, les blindés et l'aviation demeureraient les principaux supports de combat.

Le général Peled souligna par ailleurs l'importance grandissante pour l'armée de l'air de disposer de son propre réseau de renseignement sur le terrain de manière à ce que dans un délai de trente minutes — délai exigé par toute guerre moderne — une cible découverte puisse être localisée et abattue.

En comparaison de l'aviation dont l'équipement et le personnel sont considérables (environ 20 000 soldats en temps de mobilisation), la marine israélienne, qui ne compte en temps de guerre que 6000 hommes, paraît d'une importance très secondaire. Pourtant, a rappellé l'amiral Benyamin Telem, commandant de la marine, bien que développée d'une manière artisanale, la flottille israélienne est en mesure aujourd'hui de

faire beaucoup plus que de défendre l'approche des côtes ainsi que le veut sa mission de base. Pendant la guerre de Kippour, elle disposait de 13 vedettes Saar et Reshef munies des missiles mer-mer Gabriel fabriqués localement. Vis-à-vis, 26 vedettes syriennes et égyptiennes parées des missiles russes Styx. Etant donné que le Styx a une plus longue portée que le Gabriel (35 kilomètres contre 20), que sa charge d'explosif est infiniment plus destructrice (515 kilos contre 150) et que sa probabilité d'impact est de 70% contre 55%, il fallut inventer un système électronique permettant aux vedettes israéliennes de pénétrer dans la zone de portée de l'ennemi tout en évitant les missiles lancés contre elles. Ce fut si bien fait qu'au cours de la guerre d'octobre 1973, les Israéliens coulèrent 14 navires de combat arabes sans en perdre aucun. Mieux encore, des puissances occidentales semblent s'intéresser vivement au développement d'une telle flotte de guerre, rapide, très mobile, légère et équipée des appareils électroniques les plus fiables et les moins encombrants.

Le cout de la guerre

La recherche technologique, qu'elle s'occupe d'électronique, de balistique ou de miniaturisation, est, en Israël, à la base même de la planification stratégique. « La qualité de notre équipement et de nos hommes doit nous permettre, déclara le général Mordechai Gur, actuel chef de l'état-major israélien, de faire face à toute menace arabe. »

De son côté Shimon Perès, ministre israélien de la défense, nous déclarait: « Nous devons développer les systèmes de détection les plus poussés, interpréter d'une façon sceptique les renseignements de notre intelligence, compter sur une réserve parfaitement entraînée et sur une armée régulière équipée de la meilleure technologie que nous puissions inventer, produire et acquérir. »

Mais cela implique, bien sûr, des budgets de défense gigantesques tant en Israël que dans les pays arabes où la recherche de la qualité — en matière d'armement — semble également l'emporter sur celle de la quantité.

Pour l'année fiscale 1975-76, le budget militaire d'Israël sera de 3,5 milliards de dollars (soit 38% de son PNB!), celui de l'Egypte et de la Syrie de 7 milliards de dollars (respectivement 30% et 25% de leurs

PNB). Si l'on additionne encore les budgets de défense de l'Irak, de la Jordanie, de la Libye, de l'Arabie séoudite, du Koweit (tous ces pays ont envoyé des renforts importants pendant la guerre de Kippour [1]), on obtient le fabuleux total de quelque 15 milliards de dollars engagés dans l'achat d'armements modernes et dans leur entretien.

Tout récemment d'ailleurs, le Koweit a acheté aux Etats-Unis pour plus de 35 millions de dollars de missiles air-air (type Sidewinder) et, a révélé le général Shlomo Gazit, directeur des services de renseignement de l'armée israélienne, la Syrie et l'Egypte ont acheté après la guerre d'octobre 1973 (et probablement déjà installé) 33 rampes de missiles sol-sol à moyenne portée (types Luna et Scud) parfaitement capables d'atteindre des objectifs civils à l'intérieur du territoire israélien.

Cette surenchère dans la recherche d'armes à longue et à moyenne portée — dont on a vu, dans les propos du général Peled, qu'elle était malgré tout limitée par des considérations budgétaires — se traduit encore par le désir des Israéliens d'acquérir aux Etats-Unis des missiles Pershing capables, eux aussi, de toucher des cibles civiles à longue distance.

Qu'en est-il dans cet arsenal moyen-oriental de l'arme nucléaire? Si de nombreux experts considèrent qu'Israël en est le détenteur, ou peut l'être dans un avenir proche, il n'est pas moins important de constater que les pays arabes font un effort considérable pour développer l'infrastructure scientifique et technologique nécessaire à la fabrication d'armes atomiques. La Libye, on s'en souvient, a même essayé de se procurer quelques bombes atomiques en Chine.

Néanmoins, la menace nucléaire au Moyen-Orient, selon le général Gazit, reste inconcevable à court terme.

Le jeu énigmatique de la Syrie

Une guerre conventionnelle est-elle alors prévisible dans un avenir plus ou moins rapproché? Les réponses à cette interrogation sont le plus souvent nuancées.

[1] L'Irak qui, en octobre 1973, a lancé contre Israël 73 avions de combat, 500 tanks, 700 blindés pour les transports de troupes (APC), 180 pièces d'artillerie ainsi que des divisions blindées, mécanisées et d'infanterie, pourrait jouer un rôle plus actif encore dans une prochaine guerre, n'ayant plus à affronter, à l'intérieur, les autonomistes kurdes.

Le climat de relative détente qui règne en ce moment entre l'Egypte et Israël semble écarter la probabilité d'un conflit entre ces deux pays, du moins pour les trois années sur lesquelles, tacitement, s'étendra le dernier accord. Il est en revanche difficile d'évaluer ce que pourrait être la position de l'Egypte si un nouvel affrontement se déclarait entre Israël et la Syrie, par exemple. Cette dernière, de son côté, refusant toute négociation séparée avec Israël, joue un jeu obscur dont il n'a pas encore été établi s'il s'agit d'irrédentisme pur et simple, de manœuvre politique en vue d'obtenir, à la longue, de plus importantes concessions, de manipulation d'une opinion publique interne peu inclinée à la non-belligérance ou bien encore d'une imitation de la tactique chinoise visant à « bluffer » l'adversaire sans intention réelle d'exécuter ses menaces. Quelle que soit la réalité (que personne, pas même le premier ministre israélien Itzhak Rabin, n'a été en mesure de cerner), trois seules options s'offrent à la Syrie et que définit ainsi Rabin: « Négociation, action militaire et continuation de la situation présente » [1].

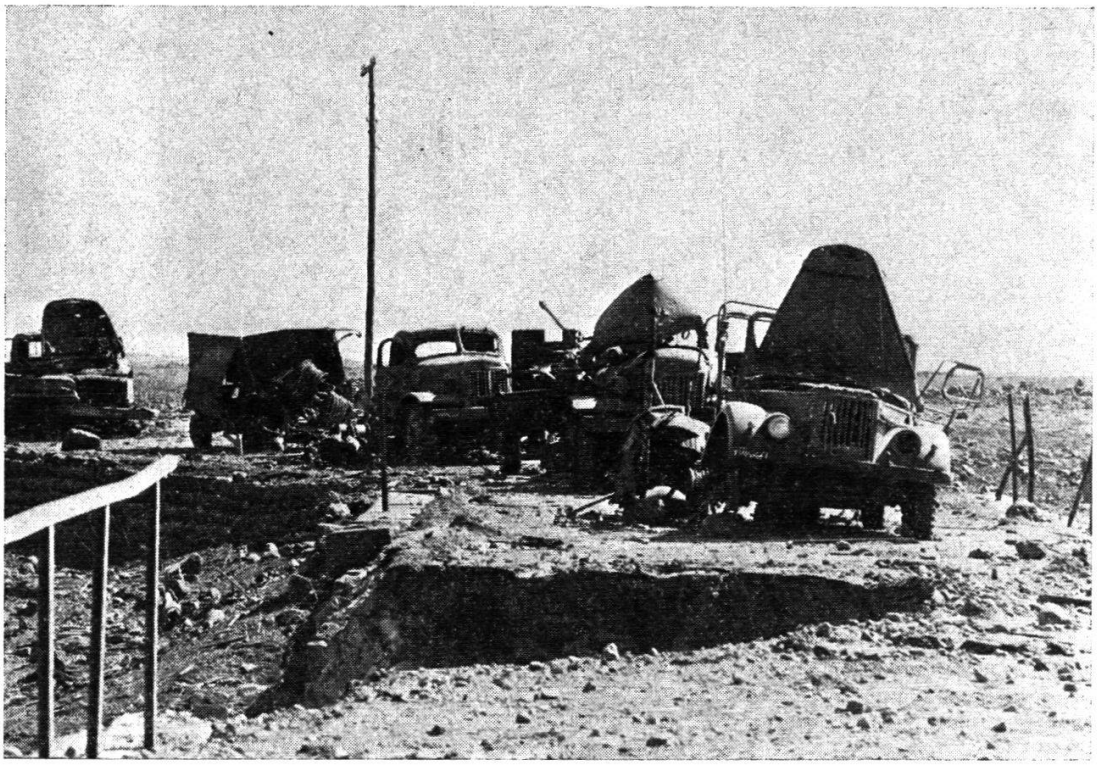
La première option semble « pour l'instant » ne susciter aucun intérêt du côté de Damas, bien qu'Israël soit prêt pour sa part à entreprendre des négociations sans conditions préalables. La seconde solution, toujours selon Rabin, approuvé en cela par la plus grande partie de son état-major ainsi que par les experts internationaux, ne poserait pas de problème à Israël sur le plan militaire. Seule contre Israël, la Syrie ne fait pas le poids; elle est cependant parfaitement capable de choisir cette option uniquement pour atteindre des buts politiques.

Leçons arabes

Il va de soi que la tournure des événements dépendra aussi des leçons que les Arabes auront tirées de leur « guerre du Ramadan ».

Sur le plan militaire, le général Gazit en retient sept: premièrement, les armées arabes ayant utilisé en 1973 la tactique de la surprise et en ayant beaucoup bénéficié, ont compris les avantages que confère l'ini-

[1] Une quatrième option est suggérée par le brigadier Kenneth Hunt, directeur de l'Institut international d'études stratégiques à Londres: la Syrie pourrait encourager de plus en plus les actions que les terroristes palestiniens entreprennent depuis le Liban, imposant ainsi à Israël un sentiment aigu d'insécurité. Les Syriens pourraient espérer de la sorte provoquer contre eux-mêmes une offensive israélienne qui pourrait coûter à l'Etat juif l'appui politique des Etats-Unis et entraîner l'Egypte dans la guerre.



Convoi syrien stoppé par l'aviation israélienne sur un pont.

tiative. Il est donc probable, dans un nouveau conflit, que les Arabes chercheront à lancer l'offensive les premiers; comme les Israéliens sont bien décidés, si nécessaire, à faire de même, l'état de préparation des armées régulières sera déterminant, ce qui implique en conséquence — et c'est une deuxième leçon — qu'il faudra appliquer mieux encore qu'en 1973 un caractère rigoureux et scientifique à la préparation d'une nouvelle guerre. La troisième leçon a été tirée sur le plan tactique où les capacités d'improvisation des armées syrienne et égyptienne se sont trouvées en défaut. Par ailleurs — quatrième leçon — les commandos, particulièrement égyptiens, se sont révélés totalement inefficaces. Dans une moindre mesure, et c'est un cinquième enseignement, l'état-major égyptien aura à remédier à une insuffisante prestation de ses tanks en octobre 1973 et pourra continuer à développer l'efficacité de son infanterie dont le rôle a été capital dans la lutte antichars grâce à l'utilisation des missiles portatifs Sagger. Enfin, l'Egypte devra se montrer plus rapide et plus décidée sur le terrain (l'eût-elle été au début de la guerre et eût-elle osé franchir les cols de Giddi et Mitla, que la guerre eût pris sans doute une tout autre tournure). Paradoxalement, c'est à plus de prudence

Carcasses syriennes de la plus gigantesque bataille de chars de l'histoire (T. 55).

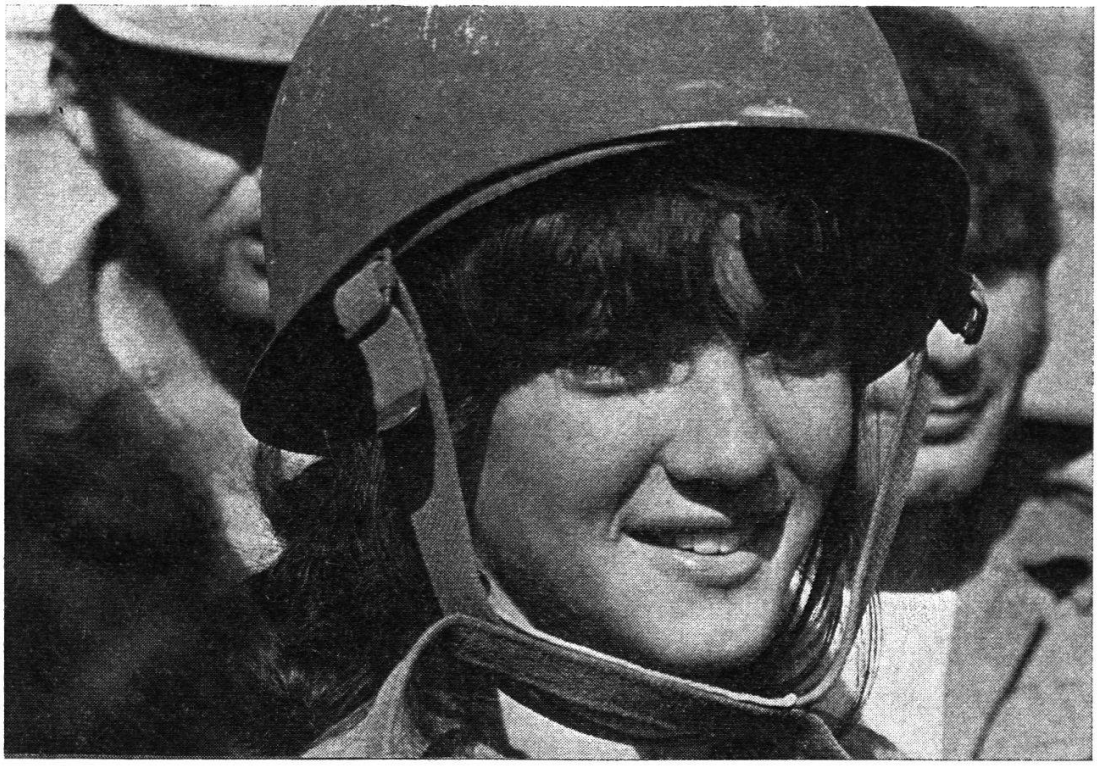
que devra se contraindre la Syrie si elle veut éviter de voir — comme en octobre 1973 — ses blindés trop rapides coupés de l'appui de l'infanterie.

De toutes ces leçons, il est probable que les Arabes ont d'ores et déjà tiré un certain nombre de conclusions. Mais celles-ci donnent-elles une place, même modeste, à la non-belligérance, voire à la paix, ou bien faut-il craindre, à moyen ou à long terme et en dépit des accords intérimaires existants, que le recours à la force soit maintenu?

La combinaison de deux axes

En analysant les tendances des commentateurs arabes, Shimon Shamir, directeur de l'Institut Shiloach pour les études moyen-orientales et africaines à Tel-Aviv, tenta de répondre à cette question.

A l'en croire, hélas, un certain pessimisme est de rigueur; les experts militaires arabes s'accordent en effet à penser — et ils reflètent en cela leur opinion publique — que la guerre de Kippour n'était qu'une confrontation devant aboutir, tôt ou tard, à une cinquième guerre, plus meurtrière bien que pas nécessairement plus décisive. On l'a vu, l'escalade des armements ne contredit pas cette opinion.



Jeune soldate israélienne dans le Sinaï.

Cette cinquième guerre serait, selon les mêmes commentateurs, une guerre longue et toutes les ressources arabes seraient mobilisées dans ce que Mohamed Hassanein Heykhal, ancien rédacteur en chef de *Al-Ahram*, a symbolisé comme la combinaison de deux axes: l'axe stratégique, allant du nord-est au sud-ouest et reliant Damas au Caire; l'axe économique, financier et politique, horizontal, reliant, d'ouest en est, les extrêmités du monde arabe tout entier.

Mélange de traumatisme et d'euphorie, la réaction arabe à la guerre de Kippour est néanmoins ambiguë; le traumatisme, selon le professeur Shamir, rend les Arabes plus prudents mais aussi plus vindicatifs; l'euphorie, elle, réduit les motivations belliqueuses en même temps qu'elle procure un dangereux sentiment d'excessive confiance en soi.

De quel côté la balance penchera-t-elle? C'est peut-être dans les grandes puissances que résidera, en dernier ressort, la décision.

Influence et dépendance

Sous cet angle, la position de l'URSS est certainement primordiale. En perte d'influence depuis la guerre de Kippour, l'Union soviétique ne

renoncera pourtant en aucun cas au maintien, sous une forme ou une autre, de sa présence au Moyen-Orient. Quelle attitude adoptera-t-elle pour cela? Nul ne le sait, mais certaines possibilités ont été évoquées à Jérusalem, en particulier par le ministre des Affaires étrangères, Igal Allon, qui rentrait tout juste de New York où il avait rencontré Gromyko et par Arnold L. Horelick, de la Rand Corporation. Parmi ces options, on peut relever: la réouverture de relations diplomatiques avec Israël (peu probable dans l'immédiat), la rupture ouverte avec Sadate, le sabotage systématique du processus des négociations et des accords intérimaires patronné par les Etats-Unis, ou au contraire une participation plus engagée, aux côtés des Etats-Unis ou en parallèle, un soutien accru aux Palestiniens... Dans une situation relativement instable et imprévisible, sur laquelle les Russes pas plus que les Américains ne peuvent influer de manière durable ni permanente, la discrétion des Russes et leur apparent attentisme actuels sont compréhensibles.

Le professeur Geoffrey Kemp, de la Tufts University aux Etats-Unis, explique de son côté que quatre facteurs géo-politiques doivent être pris en considération.

1. La dépendance d'Israël vis-à-vis des Etats-Unis se fait de plus en plus étroite en même temps que les intérêts américains au Moyen-Orient se font plus importants et plus étendus et que le pouvoir des Etats-unis d'influencer les événements diminue chaque jour. De plus, la capacité d'intervention militaire soviétique au Moyen-Orient ayant augmenté, les Etats-Unis — dont on sait le prix qu'ils accordent à la détente — pourraient, à moyen terme, reconsidérer leur attachement à Israël pour éviter un affrontement avec les Russes. Les élections américaines de 1976 seront, en ce sens, une étape cruciale.

Ce rafraichissement des relations israélo-américaines sera évité, selon le professeur Nissan Oren, directeur de l'Institut de relations internationales Leonard Davies à Jérusalem, si les Etats-Unis et l'URSS acceptent de se partager « pacifiquement » leurs sphères d'influence au Moyen-Orient. Si un tel partage se réalisait, l'Egypte, Israël et l'Arabie séoudite appartiendraient à la sphère américaine, la Syrie (éventuellement même la Jordanie) à celle de l'URSS.

2. L'apparition de l'OPEP parmi les grandes puissances a influencé et influencera encore beaucoup l'attitude du monde occidental face au

conflit israélo-arabe. Les nations les plus dépendantes du pétrole sont ainsi amenées à prendre des positions ouvertement pro-arabes (la France et le Japon en particulier).

3. Pourtant, l'unité de l'OPEP pourrait être ébranlée pour des raisons politiques; dans ce cas bien sûr, son influence sur le monde occidental d'abord mais aussi sur le tiers monde, diminuerait.

4. Enfin, les livraisons massives d'armes soviétiques et américaines à l'Iran et aux pays voisins, ceux du golfe Persique en particulier, pourraient permettre un déplacement géographique de la violence moyen-orientale par la création de nouveaux conflits locaux dans la région du golfe. Dans ce cas, Israël serait politiquement moins isolé qu'il ne l'est aujourd'hui, les blocs arabe, africain et asiatique étant amenés à se fissurer dans le cadre d'affrontements régionaux.

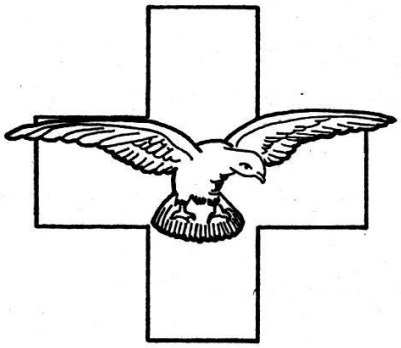
Ni guerre, ni victoire

Ne pouvant toutefois compter avec certitude ni sur le soutien inconditionnel des Etats-Unis, ni sur une permanente suprématie militaire sur les Etats arabes, Israël serait contraint, selon le professeur Kemp, à se protéger derrière l'équilibre de la terreur qu'instaurerait la puissance nucléaire au Moyen-Orient.

A vrai dire, à défaut d'arrangement diplomatique, l'équilibre de la terreur vaut sans doute mieux que les affrontements conventionnels répétés. On préférerait cependant à ces deux solutions un équilibre de la sagesse, des intérêts et du réalisme politique à long terme. Les rencontres internationales telles, par exemple, que ce symposium de Jérusalem, sont-elles en mesure d'encourager les parties en cause à suivre cette voie? On en doute un peu. Toujours est-il que le 27 octobre, huit jours après le Congrès de Jérusalem, un nouveau symposium s'est ouvert au Caire dans le but, disent ses organisateurs, « de clarifier l'impact de la guerre d'octobre dans les domaines militaire, politique, économique, social, culturel et scientifique ». Plusieurs participants à la réunion de Jérusalem sont partis en Egypte. L'un d'eux, le colonel américain T. N. Dupuy, assez proche, paraît-il, du président Sadate, a promis d'y transmettre, en public, un message d'amitié et d'invitation à la coopération lancé du côté israélien. A ce message s'ajouteront les conclusions des experts

militaires internationaux: Israël est en mesure de gagner la prochaine guerre; cette guerre sera plus sanglante et plus destructrice qu'aucune autre ne l'a jamais été dans cette région du monde: la technologie moderne rend ce postulat inévitable.

Aussi le général Elazar a-t-il bien formulé les paroles qu'il destinait au symposium du Caire:

« Dans une nouvelle guerre, nous serons prêts à remporter une nouvelle victoire. Mais Israël n'a le désir ni de la guerre, ni de la victoire. »

D.H.